

**ROYAUME DU MAROC**

**\*\*\_\*\*\_\*\*\_\*\*\_\*\***

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE N° 116/2024**

Le **22 Octobre 2024 à 11 Heures**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix, ayant pour objet la **Production d'un contenu institutionnel destiné à la diffusion**.

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma).

L'estimation du coût des prestations établies par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Neuf cent soixante-douze mille Dirhams (972 000.00) en TTC**.

La caution provisoire est fixée à la somme de **Dix-neuf mille quatre cent quarante Dirhams (19 440.00 DH)**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.

Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°6 du Règlement de consultation.



المملكة المغربية  
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل  
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح وطني مبسط  
رقم 2024/116

في يوم 22 أكتوبر 2024 على الساعة الحادية عشرة صباحاً، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح الوطني المبسط، لأجل إنتاج المحتوى المؤسسي المخصص للتوزيع.

يوجب سحب ملف طلب العروض إلكترونياً من بوابة صفقات الدولة من العنوان الإلكتروني [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

تبلغ الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تسعمائة واثنا وسبعون ألف درهم ( 972 000.00 ) مع احتساب جميع الرسوم

تبلغ الضمانة المؤقتة: تسعة عشر ألفاً وأربعمائة وأربعون (19 440,00) درهم.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات البنود من 30 إلى 34 من المرسوم المنظم للصفقات العمومية.

ويجب على المتنافسين أن يرسلوا أظرفتهم إلكترونياً في بوابة الصفقات العمومية من العنوان الإلكتروني [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 6 من نظام الإستشارة





مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل  
Office de la Formation Professionnelle  
et de la Promotion du Travail

## Appel d'Offres Ouvert National « Simplifié » sur offre de prix

N° 116 / 2024

---

**Objet : Production d'un contenu institutionnel destiné  
à la diffusion**

---



**ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national « *simplifié* » sur offre de prix ayant pour objet **production d'un contenu institutionnel destiné à la diffusion**.

Il est établi en vertu des dispositions des articles 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

**ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)**.

**ARTICLE N°3 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique. Les offres partielles, techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération.

**ARTICLE N°4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres national ouvert « *simplifié* » ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe n°1 du présent règlement de consultation) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe n°2 du présent règlement de consultation) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

**ARTICLE N°5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

**1. Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :**

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociales ou à un autre régime particulier de prévoyance sociales, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de ces organismes ;
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

**2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- a) Les personnes en liquidation judiciaires ;
- b) Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaires compétente ;
- c) Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;

- d) Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- e) Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- f) Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

## **ARTICLE N°6 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFANTS LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS**

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

### **A- Le dossier administratif comprend :**

#### **1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

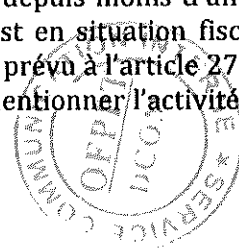
- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - ❖ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - ❖ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
    - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
    - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - ❖ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) la déclaration sur l'honneur
- c) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu

**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

+ La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

#### **2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :**

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.



SE

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

**B - Le dossier technique comprend :**

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation et des attestations de références ;

**ARTICLE N°7 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS, COOPERATIVE, OU AUTO-ENTREPRENEUR**

**I. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

1. au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A de l'article 6 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2. S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.  
L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

**II. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

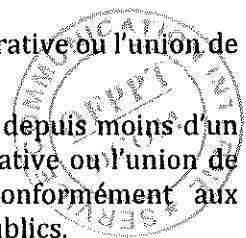
1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A de l'article 6 ci-dessus, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.



**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

**III. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A de l'article 6 ci-dessus, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

**La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.**

**ARTICLE N°8 : CONTENU DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS**

1/Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 6 du présent règlement, une offre technique, une offre financière.

2/ Une offre technique qui comprend :

- Proposition d'une note d'intention du réalisateur ;
- Qualification du réalisateur proposé (présentation du CV et des références)
- Qualification du concepteur rédacteur proposé (présentation du CV et des références)
- Qualification et compétences des membres de l'équipe :  
Directeur de Production, Photographe.

**NB :** Il est important de noter que le réalisateur proposé par le prestataire devra être disponible durant toute la période de production.

3/Une offre financière qui comprend :

-l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

-le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE N°9 : PRESENTATION DES DOSSIER DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir deux enveloppes électroniques

a) la **première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 6 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

b) la **deuxième enveloppe électronique** contient l'offre technique comme le stipule l'article 8 ;

c) la **troisième enveloppe électronique** contient l'offre financière et se compose des pièces suivantes :

- Un acte d'engagement établi conformément au modèle en annexe.
- Le bordereau des prix-détail-estimatif.

NB : il demeure entendu que les prospectus, notices ou autres documents techniques sont mis dans un plis distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres, conformément à l'article n°37 du décret. Ce plis doit être fermé et porter de façon apparente la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques »

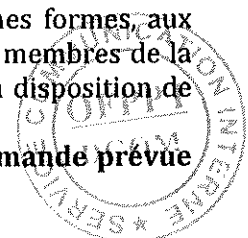
#### **ARTICLE N°10 : INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics

**L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.**





**ARTICLE N°11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'alinéa 7 du de l'article 22 du décret n° 2-2-431 relatif aux marchés publics, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report. Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande. Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

**ARTICLE N°12 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

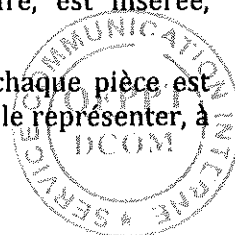
Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

**ARTICLE N°13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offre, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.



Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

#### **ARTICLE N°14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

#### **ARTICLE N°15 : LANGUE DE L'OFFRE**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être en langues arabe ou français.

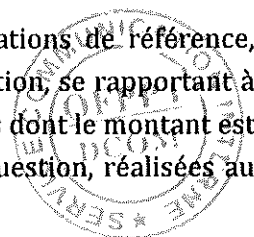
#### **ARTICLE N°16 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

#### **ARTICLE N°17 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Les offres des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42, 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Seuls sont retenus, les concurrents ayant présenté au moins (05) attestations de référence, conforme aux prescriptions de l'article 6 du présent règlement de consultation, se rapportant à des prestations de la même famille que celles objet du présent appel d'offres dont le montant est supérieur ou égal à 30% de l'estimation maximale de l'appel d'offres en question, réalisées au cours des années 2019 à 2024 inclus.



### 1 ère phase : Critères d'admissibilité des offres :

Une note « Nti » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessous :

L'appréciation de l'offre technique se fera selon le barème ci-dessous indiqué :

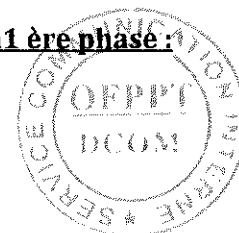
Note	Critères d'évaluation technique	Barème	Document servant de base pour l'appréciation	Points
A	Proposition d'une note d'intention	Excellente : 35 points	Note d'intention	35
		Bonne : 25 points		
		Moyenne : 10 points		
		Faible : 0		
B	Expérience du réalisateur dans des productions similaires réalisées durant les 10 dernières années	2.5 points donnés pour chaque référence.	CV du réalisateur + ses références mentionnées sur support numérique (DVD ou USB)	25
C	Expérience du concepteur rédacteur dans des productions similaires réalisées durant les 10 dernières années	3 points donnés pour chaque référence.	CV du concepteur rédacteur + ses références sur support numérique (DVD ou USB)	21
D	Qualification et compétences des membres de l'équipe : Directeur de Production Photographe	<p><b>Formation :</b> Bac+5 ou plus : 9 pts Bac+3/4 : 4 pts Bac+2 et moins : 0 pts</p> <p><b>Expérience dans le domaine :</b> Expérience &gt; ou = à 10 ans : 10 pts 5ans ≤ Expérience &lt; 10ans : 6 pts 3ans ≤ Expérience &lt; 5ans : 3 pts Moins de 3 ans : 0 points</p> <p><i>La note attribuée à ce critère est la moyenne des notes des intervenants.</i></p>	CV de l'équipe des intervenants	19

$Nti/100 = \text{note A} + \text{note B} + \text{note C} + \text{note D}$

Les offres ayant obtenu une note « Nti » supérieure ou égale à 75 points admises à la 2ème phase.



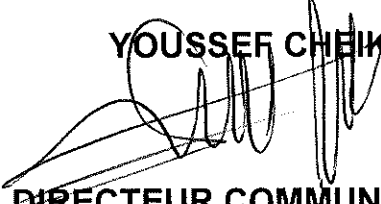
### 2ème phase : Evaluation des offres financières des concurrents, retenues à la 1 ère phase :

Les offres financières seront évaluées comme suit :



Conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques aux prescriptions de l'article 5 ;

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques de l'offre technique et de l'offre financière économiquement la plus avantageuse.

<b>Etabli par :</b>  <b>SALWA ELAMRY</b>  <b>CHARGEÉE DE PROJET EN COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE</b>	<b>Vérifié par le Service des Marchés :</b>   <b>Achraf HAJJAOUI</b> <b>Chief de Service des Marchés</b>
<b>LE MAÎTRE D'OUVRAGE</b>   <b>YOUSSEF CHEIKHI</b> <b>DIRECTEUR COMMUNICATION</b>	



**Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**

\*\*\*\*\*

**ACTE D'ENGAGEMENT****A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres simplifié ouvert sur offres des prix n°..... du .....à  
 ....h....min

**Objet du marché :**

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent****a) Pour les personnes physiques : (3)**

Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité) (1)  
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (1)  
 Adresse du domicile élu : .....  
 Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....  
 Affilié à (4) ..... sous le n° : ..... (2)  
 Inscrit au registre du commerce de ..... (Localité) sous le n°  
 ..... (2)  
 n° de patente ..... (2)  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : ..... (2)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB), ouvert auprès de  
 .....

**b) Pour les personnes morales (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) (1)  
 Agissant au nom et pour le compte de ..... (Raison sociale et forme juridique de la société) (1)  
 au capital de : .....  
 Adresse du siège social de la société .....  
 adresse du domicile élu .....  
 Numéro de tél : ..... Fax .....  
 adresse électronique : .....  
 Affiliée à (4) ..... sous le n° ..... (2)  
 Inscrite au registre du commerce ..... (Localité) sous le  
 n° ..... (2)  
 N° de patente ..... (2)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB), ouvert auprès de  
 .....  
 N° de taxe professionnelle ..... (2)



SE

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**c) Pour les coopératives ou union de coopératives (3)**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative) (1)  
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de..... (1)  
 Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....  
 Numéro de tél : ..... Fax .....  
 adresse électronique : .....  
 Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)  
 Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)  
 N° de patente.....(2)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de .....  
 N° de taxe professionnelle .....  
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2)

**d) Pour les auto-entrepreneurs :**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom) (1)  
 Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....  
 Affiliée à la CNSS sous le n°.....(3)  
 Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(3)  
 N° de taxe professionnelle .....  
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;  
 Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

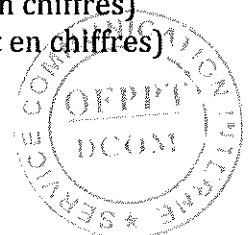
1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)  
 Taux de la TVA.....(en pourcentage)  
 Montant de la T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)  
 Montant total T.V.A. comprise :.....(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

- Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)



- Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) (5) à.....(1) (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... (6)

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

- 
- (1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :  
mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)  
ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
- (2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ;
- (3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.
- (4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions



**Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR**

\*\*\*\*\*

**DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

Mode de passation : Appel d'offres ouvert n°...../2024 , sur offres des prix du ../.../.... à ...h.. min.

**Objet du marché :**

**A. Pour les personnes physiques**

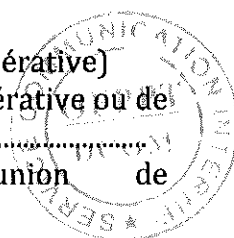
Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité)  
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
 Adresse du domicile élu : .....  
 Numéro tél : ..... Adresse électronique : .....  
 Affilié à .....(4) sous le n° : ..... (1)  
 Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (1) n° de patente..... (1)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6) (RIB), ouvert auprès de .....  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**B. Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de : .....  
 Adresse du siège social de la société.....  
 adresse du domicile élu.....  
 Numéro de tél : ..... Fax .....  
 adresse électronique : .....  
 Affiliée à .....(4) sous le n°.....(1)  
 Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(1)  
 N° de patente.....(1)  
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....  
 N° de taxe professionnelle .....  
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(1)  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**C. Pour les coopératives ou union de coopératives**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative)  
 Agissant au nom et pour le compte de.....Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de : .....  
 Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....



SE



Numéro de tél : ..... Fax .....

adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°.....(2)

N° de patente.....

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

#### D. Pour les auto-entrepreneur :

Je, soussigné ..... (Prénom, nom)

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur ..... sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

#### a) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro de tél : ..... adresse électronique : .....

Adresse du siège: .....

Affiliée à .....(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre du commerce de(7).....(localité) sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de .....

N° de taxe professionnelle sous le numéro (8): .....

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (8) : .....

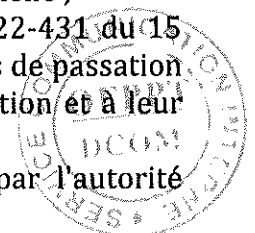
Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6): .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

#### - Déclare sur l'honneur :

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplit les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) et fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
3. Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

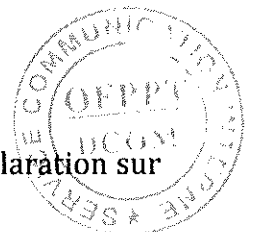


4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 151 du décret précité ;
  - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
  - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ;
- (3)
5. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
6. m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
7. atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
8. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.
9. je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature tel que prévu à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics .
10. je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics , relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

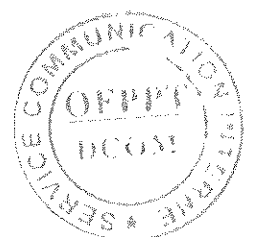
Fait à.....le.....

**Signature et cachet du concurrent**

- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2) à supprimer le cas échéant.
- (3) Lorsque le CPS le prévoit.
- (4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation
- (8) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (\*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

**Marché n°...../ 2024**

Passé en application des articles 7 et 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

**D'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T),**

Représentée par sa Directrice Générale,

**D'une part**

Et,

D'autre part : -----

La société : .....

- Titulaire du compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société : .....

- Adresse du domicile élu : .....

- Affiliée à la CNSS sous le n° : .....

- Inscrite au registre de commerce de ..... (localité) sous le n° : .....

- Patente n° : .....

- N° d'identification Fiscale .....

- N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....

- Représentée par :

Monsieur .....

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

**D'autre part**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**



**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet : **la production d'un contenu institutionnel destiné à la diffusion.**

**ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passée pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

**ARTICLE 3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

1. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.
2. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
3. La loi n° 69-00, relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n° 5170 du 18/12/2003).
4. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
5. Le dahir du n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13, relative aux nantissements des marchés publics.
6. Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985, portant promulgation de la loi n°30-85, relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
7. L'arrêté 2-3663 du 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
8. Les textes législatifs réglementant la main d'œuvre et les salaires.
9. La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du Contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
10. L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

**ARTICLE N°4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS****A. Contexte de la prestation**

Le programme des Cités des Métiers et des Compétences (CMC), colonne vertébrale de la nouvelle feuille de route pour le développement de la formation professionnelle, vise à inaugurer une nouvelle génération d'établissements de formation professionnelle, favorisant l'employabilité des jeunes, la compétitivité des entreprises et la création de valeur au niveau des territoires

Il prévoit, à ce titre, la réalisation de 12 Cités des Métiers et des Compétences qui seront des plateformes de formation professionnelle multisectorielles et accueilleront chaque année, un effectif de 34.000 stagiaires en formation

**B. Description de la prestation**

Dans le cadre de la préparation du lancement officiel des CMC des régions de Casablanca-Settat, Beni Mellal Khénifra et Tanger-Tétouan Al Hoceima, le prestataire assurera les prestations suivantes :

**PRESTATION 1 : Conception et production de 3 films institutionnels, soit 1 film par CMC pour les régions Casablanca-Settat, Beni Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan Al Hoceima :**

Le prestataire assurera la production de 3 films institutionnels des CMC de Casablanca-Settat, Beni Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan Al Hoceima.

Pour chaque film régional, l'objectif est de mettre en avant la CMC, ses différents espaces, son offre de formation et de constituer un outil institutionnel, pour mieux communiquer sur ce projet rentrant dans le cadre du programme des Cités des Métiers et des Compétences.

- **Livrables :**

Fichier du contenu vidéo en full HD sur disque dur accompagné des attestations de cession des droits d'utilisation des images et de la musique (libre de tous droits et tous canaux confondus) pour une durée d'utilisation illimitée.

Rushs des 3 tournages sur disque dur HD (L'ensemble des rushs demeurent la propriété de l'OFPPT).

L'ensemble des prestations, hébergement, transport, catering et autorisations de tournage sont à la charge du prestataire durant les repérages et les tournages.

- **Shooting Photo :**

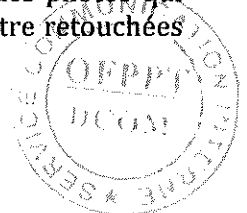
Le prestataire devra prévoir un shooting photo dans les 3 CMC à savoir Casablanca-Settat, Beni Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan Al Hoceima, selon les caractéristiques ci-après. Le photographe proposé par le prestataire retenu devra présenter son book de réalisation.

La prise de vue photographique devra inclure des prises de vue en drone, des prises de vue en jour et nuit ainsi que des prises de vue des différents espaces : l'entrée de la CMC, les ateliers, les salles de cours, les pôles, l'allée principale, les terrains de sports, les structures communes, l'internat, l'amphithéâtre ...

**Nombre de photos : 150 photos par CMC**

Formats des fichiers : photos en HD (format PNG, RAW ou TIFF), exploitables sur tous les formats (y compris les panneaux maxisize) et dans tous les supports de communication.

Le prestataire devra effectuer un travail de traitement technique et artistique des photos qui seront produites. Les photos seront utilisées à des fins publicitaires et devront être retouchées pour reproduire au mieux les couleurs.



**PRESTATION 2 : Remontage du film institutionnel global du programme des Cités des métiers et des compétences :**

A partir des rushs mis à disposition par l'OFPPT et du tournage réalisé au sein des 3 CMC (Casablanca-Settat, Beni Mellal Khénifra, Tanger-Tétouan Al Hoceima), le prestataire assurera le remontage du film institutionnel global des CMC, qui sera mis à disposition par l'OFPPT.

Le film doit mettre en exergue le programme des CMC, élaboré conformément aux hautes orientations royales. Il reviendra aussi sur les étapes de réalisation du campus, à partir de la nouvelle feuille de route, en passant par la démarche d'intelligence collective pour la définition de l'offre de formation et du nouveau modèle pédagogique jusqu'aux infrastructures, espaces et équipements mis en place.

Le remontage doit prendre en considération les nouvelles images à intégrer afin de produire une version actualisée, et se faire suivant une nouvelle réflexion qui permettra de mettre en avant davantage les Cités des Métiers et des Compétences.

Dans le cadre des deux prestations, le storytelling doit être à la fois engageant, fascinant et fédérateur. Le récit doit capter l'attention dès les premières secondes, susciter l'émotion et relever l'aspect innovant des CMC.

Les techniques de production et de prises de vues doivent répondre aux exigences de pointe en matière de technicité, de réalisation vidéographique et sonore, d'innovation et de créativité. Des incrustations en textes et/ou images 3D sont également à prévoir pour un rendu dynamique, vif et percutant.

Le réalisateur doit être capable de relever le caractère inspirant du film institutionnel, grâce au discours, à la lumière et aux choix des prises de vues. Il doit disposer d'une expérience confirmée dans des productions similaires. Des références visuelles peuvent être présentées sur demande du maître d'œuvre.

Le Focus doit être mis à la fois sur l'humain (les futurs stagiaires) ainsi que les moyens mis à sa disposition, via les CMC, afin d'accompagner les transformations économiques majeures du pays, tous secteurs confondus.

Le concepteur rédacteur doit faire preuve de créativité et de finesse, et disposer des compétences requises pour formuler des messages percutants qui suscitent l'intérêt du récepteur, dans un style captivant, inspirant et agréable.

- **Livrables :**

Fichier du contenu photo en HD sur Disque dur ou DVD ou support magnétique adapté, accompagné des attestations de cession des droits d'utilisation des images (libre de tous droits et tous canaux confondus) pour une durée d'utilisation illimitée.

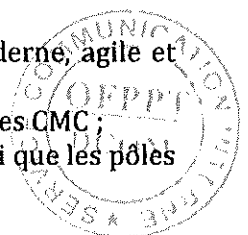
Il est à noter que le budget de production devra comprendre tous les travaux liés à la production, post production ainsi que le shooting photo. Le contenu produit deviendra la propriété exclusive de l'OFPPT et devra être libres de droits.

L'équipe clé à mobiliser pour la réalisation de cette prestation devra comporter un photographe et un pilote drone.

L'autorisation de tournage en drone est à la charge du prestataire.

**C. Objectifs de la prestation**

- Promouvoir les CMC, en tant qu'une nouvelle génération d'établissements, moderne, agile et proactive ;
- Mettre en avant les infrastructures techniques mises à disposition dans le cadre des CMC ;
- Communiquer sur la richesse de l'offre de formation dispensée dans les CMC ainsi que les pôles métiers phares ;



- Mettre en exergue le positionnement des CMC en tant que locomotive de la F.P.

#### **D. Public cible**

- Jeunes : candidats, stagiaires, porteurs de projets, lauréats ;
- Entreprises & partenaires économiques ;
- Institutionnels ;
- Prescripteurs : médias, enseignants collèges & lycées, influenceurs.

#### **E. Missions du prestataire**

- Le prestataire sera amené à effectuer les missions suivantes :
  - Repérage du lieu de tournage ;
  - Tenue des réunions de cadrage et de brief ;
  - Proposition de synopsis ;
  - Proposition de castings voix off arabophone, francophone et anglophone : des voix off imposantes, très audibles et captivantes ;
  - Travaux de montage, habillage graphique, intégration des effets spéciaux, étalonnage, habillage sonore, mixage ; ajout de sous-titres et tous les travaux liés à la post-production ;
  - Conversions des fichiers vers les formats MP4, MOV, MXF.
- Présentation du livrable final, en présence du réalisateur.

L'OFPPT s'engage à fournir au prestataire toutes les ressources à sa disposition (rushs, images et vidéos).

Après un premier traitement, le prestataire présentera une première version à l'OFPPT, recueillera les remarques éventuelles de ce dernier jusqu'à livraison finale des versions validées par l'OFPPT.

Le tournage sera réalisé après la PPM lors de laquelle l'OFPPT validera tous les détails relatifs au film institutionnel.

Il est à noter que tous les frais liés au déplacement de l'équipe de tournage doivent être compris dans l'offre financière globale et ne peuvent faire l'objet de facturation en sus.

Pendant toutes les étapes de réalisation du film institutionnel, un niveau élevé de coopération et de collaboration avec l'équipe de l'OFPPT est requis.

#### **ARTICLE N°5 : SPECIFICITES TECHNIQUES :**

L'ensemble des travaux nécessaires pour le remontage du film devra tenir compte des spécificités techniques suivantes :

Durée du film institutionnel global des CMC (remontage) : de 5 à 7 minutes

Durée de chaque film institutionnel régional : de 5 à 7 minutes

Versions linguistiques du film institutionnel global des CMC : arabe, français, anglais

Versions linguistiques des films régionaux : arabe, français, anglais

Tournage avec des caméras HD, le prestataire doit fournir l'équipement technique nécessaire (caméras photo et vidéo, systèmes d'éclairage, matériel de sonorisation nécessaire) et tout autre matériel de production audiovisuelle indispensable pour la réalisation de la prestation.

Tournage à l'aide de drones-caméras HD, pour les prises de vue aériennes.

Version musicale, libre de tous droits et tous canaux confondus

#### **ARTICLE N° 6 : DELAI DE REALISATION**

Les prestations doivent être réalisées dans les délais ci-dessous, après émission de la lettre de commande.





Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Casablanca-Settat	2 mois
Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Béni Mellal-Khénifra	2 mois
Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Tanger-Tétouan-Al Hoceima	2 mois
Remontage du film institutionnel global des CMC	2 semaines

NB ; Le délai susvisé commence à courir au lendemain de la date de réception de la lettre de commande.

#### **ARTICLE N°7 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

#### **ARTICLE N°8 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des prestations.

#### **ARTICLE N°9 : MODALITES DE COMMANDE**

Les lettres de commande sont établies par le directeur de la communication, selon les besoins de l'OFPPT et transmis au prestataire exécution. Passés les délais prescrits dans l'article 9, il lui est appliqué des pénalités de retards.

#### **ARTICLE N°10 : DROITS DE TIMBRES**

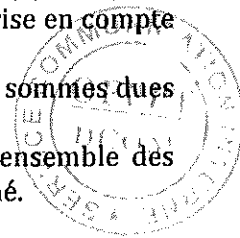
Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

#### **ARTICLE N°11 : PENALITES DE RETARD**

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations objet du marché dans le délai contractuel, il lui sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.



Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE N°12 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 19.440 Dhs.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial maximum du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE N°13 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

Compte tenu de la nature des prestations, les réceptions provisoire et définitive sont confondues.

A la livraison de l'attestation de souscription, le maître d'ouvrage procède à la vérification de la conformité des prestations de services réalisées aux spécifications techniques du marché et prononce, le cas échéant et en application de l'article 49 du CCAG-EMO, la réception partielle des prestations concernés. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception.

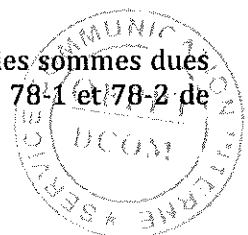
La dernière réception tient lieu de réception définitive du marché.

#### **ARTICLE N°14 : MODE DE REGLEMENT**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

#### **ARTICLE N°15 : DELAIS DE PAIEMENT**

En application des dispositions prévues par la loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues aux titulaires de ce marché est de 120 jours, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi.



**ARTICLE N°16 : SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire du marché s'engage à remplir les obligations inhérentes aux fonctions dont il est investi, à observer pendant la durée du marché, comme après son expiration, la discrétion la plus absolue à l'égard de tous faits, informations et documentations dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de ses fonctions.

**ARTICLE N°17 : MODALITES DE PAIEMENT**

L'OFPPT procédera au paiement des prestations livrées et réceptionnées conformes. Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché. Le paiement des prestations réalisées par le titulaire sera réglé, sur présentation de la facture établie en 5 exemplaires portant le cachet et signature du titulaire du marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

**ARTICLE N°18 : BREVETS**

Le titulaire garantira l'O.F.P.P. T, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle résultant de l'emploi des équipements ou d'un de leurs éléments au MAROC.

**ARTICLE N°19 : SOUS-TRAITANCE**

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n° l'article n°151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

**ARTICLE N°20 : DOMICILE DU TITULAIRE**

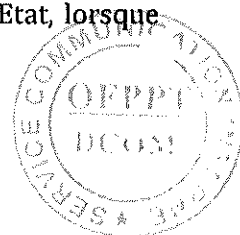
Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

**ARTICLE N°21 : VALIDITE DU MARCHE**

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.



SE

**ARTICLE N°22 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

**ARTICLE N°23 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF**

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

**ARTICLE N°24 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

**ARTICLE N°25 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE**

Pour le présent marché, il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

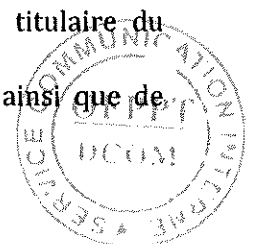
**ARTICLE N°26 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS**

En cas de litiges ou différends entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, il est fait application des dispositions du CCAG-EMO.

**ARTICLE N°27 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché ;
4. Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.



**ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE**

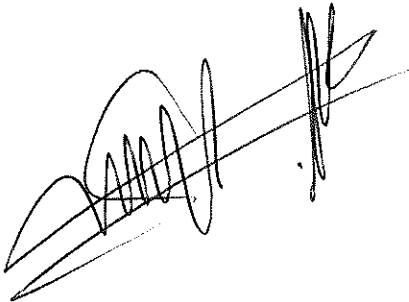
Le marché peut être résilié par le maître d'ouvrage de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

**ARTICLE 29 : MESURES COERCITIVES**

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

**ARTICLE 30 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS**

Tout intervenant dans les procédures de passation des marchés, à quelque titre que ce soit, doit préserver son indépendance vis-à-vis des concurrents et s'abstenir d'accepter de leur part tout avantage ou gratification ou d'entretenir avec eux toute relation de nature à compromettre son objectivité et son impartialité, comme prévues par l'article 162 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics.

<p><b>LE CONCURRENT :</b></p> <p>LU ET ACCEPTE</p>	<p><b>LE MAITRE D'OUVRAGE :</b></p> 
----------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



**BORDEREAU DES PRIX & DETAIL ESTIMATIF**



SE

## BORDEREAU DES PRIX & DETAIL ESTIMATIF

**OBJET :** Production d'un contenu institutionnel destiné à la diffusion

N° de prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire DH HT	Prix Total DH HT
1	Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Casablanca-Settat	U	1		
2	Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Béni Mellal-Khénifra	U	1		
3	Conception et production du film institutionnel de la Cité des Métiers et des Compétences Tanger-Tétouan-Al Hoceima	U	1		
4	Remontage du film institutionnel global des CMC	U	1		
<b>Montant Total DH HT</b>					
<b>Taxes sur la valeur ajoutée (TVA 20%)</b>					
<b>Montant DH TTC</b>					

Fait à.....le .....

Signature et cachet du (concurrent)

